

Leadership parlementaire pour la nutrition et la transformation des systèmes alimentaires en Afrique francophone

Leçons apprises dans le cadre du
webinaire réalisé dans le cadre du
projet EU4SUN





Le webinaire « Leadership parlementaire pour la nutrition en Afrique francophone » a réuni des parlementaires francophones, des représentants institutionnels et des partenaires techniques autour d'un objectif commun : mieux comprendre les leviers dont disposent les parlements pour agir en faveur de la nutrition et de régimes alimentaires sains et pour traduire les engagements internationaux en matière de nutrition en actions concrètes. L'activité a combiné apports techniques, partage d'expériences nationales et échanges entre pairs afin de renforcer les connaissances, d'illustrer les possibilités d'action et de favoriser l'appropriation des mécanismes de suivi et de redevabilité liés aux engagements N4G.

L'activité co-organisée par Expertise France, l'Organisation Mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) a lieu le 12 Mars 2026 et a regroupé environ 200 personnes en ligne.

CONTEXTE & ENJEUX

La nutrition au cœur des enjeux de développement durable

Depuis 2021, la transformation des systèmes alimentaires constitue un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire des pays, la santé des populations et la soutenabilité des ressources planétaires. Ce triple enjeu, au cœur de la transformation des systèmes alimentaires, a été réaffirmé par la Commission Lancet EAT 2025, alors que la faim continue de toucher plus de 8,2 % de la population mondiale, soit 673 millions de personnes. D'après les estimations disponibles, 8,2 % de la population mondiale a connu la faim en 2024, contre 8,5 % en 2023 et 8,7 % en 2022. Cette amélioration reste toutefois inégale, la faim ayant continué de progresser dans la plupart des sous-régions d'Afrique et en Asie de l'Ouest. Les projections indiquent par ailleurs que 512 millions de personnes pourraient souffrir de sous-alimentation chronique d'ici à 2030, dont près de 60 % en Afrique.

La nutrition a un impact direct sur la santé des populations, mais également un effet systémique sur le développement socio-économique des pays.

La malnutrition, sous ses différentes formes, demeure un défi majeur. La malnutrition aiguë, qui touche 42,8 millions d'enfants (6,6 %), stagne ces dernières années, tandis que la malnutrition chronique, qui concerne 150,8 millions d'enfants (23,2 %), suit une tendance à la baisse. Ces évolutions illustrent néanmoins l'ampleur du défi que représente la réalisation de l'ODD 2 relatif à l'élimination de la faim et de la malnutrition. Dans le même temps, l'épidémie de surpoids et d'obésité s'accroît : en 2025, l'obésité est estimée être devenue la principale forme de malnutrition chez les enfants et adolescents d'âge scolaire, touchant 427 millions d'entre eux soit un enfant sur 10¹.

Ce double fardeau nutritionnel, commun à la majorité des pays, souligne l'importance de rendre accessibles des régimes alimentaires sains, nutritifs et durables. Selon la FAO, ces régimes restent aujourd'hui hors de portée pour environ 2,7 milliards de personnes dans le monde.

La nutrition constitue pourtant l'un des leviers les plus efficaces du développement et de la transformation des systèmes alimentaires : avec un ratio estimé à 23 dollars générés pour 1 dollar investi, elle figure parmi les investissements les plus rentables pour le développement humain et productif. Si les solutions sont connues, le principal frein demeure la volonté politique nécessaire pour les mettre en œuvre à grande échelle.

Les sommets N4G donnent un cadre international pour prendre des engagements politiques en matière de nutrition. Ces engagements constituent des points d'appui pour agir : ils peuvent être utilisés comme outils de dialogue, de plaidoyer et de suivi. En 2025, plus de 400 engagements ont été pris par les gouvernements lors du sommet N4G.

CHIFFRES CLES

673 M de
personnes touchées par
la faim en 2024

427 M
D'enfants et d'adolescents
touchés par le surpoids ou
l'obésité

800 Md\$ coûts
cachés annuel des régimes
alimentaires malsains

+ 400
Engagements pris par les
gouvernements au sommet
N4G 2025

23 \$
De retour pour chaque
dollar investi dans la
nutrition



Les parlementaires au cœur de l'action

La recherche internationale converge sur un constat : **les progrès durables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle reposent avant tout sur des politiques, des programmes et des cadres ancrés dans la loi**. Les parlementaires, en tant que dépositaires des engagements politiques pris par leurs États, sont donc des partenaires incontournables pour atteindre l'objectif «faim zéro » (ODD 2). Ce rôle est de plus en plus reconnu au niveau continental et international. Le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (2026-2035) de l'Union africaine place désormais les parlementaires au cœur de la gouvernance des systèmes alimentaires.

Les membres du Parlement panafricain se sont par ailleurs accordés pour créer une **alliance parlementaire panafricaine dédiée à la sécurité alimentaire et à la nutrition**, et la FAO et l'Union interparlementaire (UIP) copublient un manuel à destination des parlementaires sur la nutrition et les systèmes alimentaires. En Afrique centrale, le Réseau des alliances parlementaires (RAPACSAN) fédère depuis 2019 sept alliances nationales et illustre comment des parlementaires mobilisés peuvent faire reculer la malnutrition à l'échelle régionale.

Les engagements N4G créent une opportunité politique unique, propice à l'action des parlementaires.

Lors du sommet N4G en 2025, les gouvernements ont pris plus de 400 engagements en faveur de la nutrition. Ces engagements constituent pour les parlementaires des points d'appui pour le dialogue, le plaidoyer et la redevabilité.

Focus sur Les leviers d'action des parlementaires



Les parlementaires jouent un rôle clé dans l'avancée des enjeux de sécurité alimentaires et nutritionnelle. De nombreuses expériences montrent que, lorsqu'ils disposent des connaissances et des outils nécessaires, ils peuvent contribuer de manière stratégique à l'adoption, à la mise en œuvre et au suivi de politiques publiques efficaces.

Cinq leviers concrets et complémentaires sont à la disposition de tout parlementaire, quel que soit son pays :

- **Légiférer** : adopter ou amender des lois-cadres sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **Arbitrer les budgets** : flécher des financements suffisants vers la nutrition et en assurer le suivi.
- **Fiscaliser** : utiliser la fiscalité (taxes santé, sucre, sodas) comme outil de santé publique.
- **Contrôler l'action publique** : exiger la redevabilité des gouvernements sur leurs engagements.
- **Plaidoyer et mise en relation** : relayer les enjeux de société civile, rassembler au-delà des clivages partisans.

3 expériences inspirantes

Bénin

- une loi-cadre multisectorielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, adoptée grâce à un plaidoyer associant le Mouvement SUN et la société civile, et intégrée à la Loi d'orientation agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (LOASAN).

Maroc

- une taxe sur les produits sucrés (2019-2025), fruit d'une coalition de chercheurs, médecins, société civile et parlementaires, qui a généré des revenus pour la santé publique et ouvert la voie à un étiquetage nutritionnel de type Nutri-Score.

Madagascar

- une coalition de parlementaires mobilisée en amont de la formulation des engagements N4G, qui a facilité le plaidoyer pour un mécanisme de suivi effectif et l'alignement avec les priorités nationales.

Leçons apprises



Des espaces réguliers de dialogue entre pairs sont indispensables : Sur des sujets perçus comme techniques, rien ne remplace les occasions d'échanger directement entre parlementaires. Ces espaces permettent de confronter les approches, de partager des solutions et de transformer une information technique en décision politique.



Le réseau francophone a des besoins spécifiques, encore trop peu couverts: Contrairement aux réseaux anglophones ou latino-américains, les espaces francophones dédiés à la nutrition restent rares. Des contenus vulgarisés, disponibles en français et adaptés au contexte parlementaire, sont une condition de l'appropriation.



L'échange entre pairs et la coopération Sud-Sud font la différence: Les expériences du Bénin, du Maroc et de Madagascar l'ont montré : ce sont les témoignages concrets — pas les principes généraux — qui aident un parlementaire à comprendre comment agir chez lui



La maîtrise technique précède l'action stratégique: Comprendre les liens entre nutrition, santé et systèmes alimentaires est un préalable pour identifier où et comment intervenir. L'enjeu n'est donc pas seulement d'apprendre des contenus, mais de développer la capacité à repérer les leviers disponibles.



Connaître les engagements internationaux démultiplie l'impact de l'action nationale: Les engagements N4G, les feuilles de route sur les systèmes alimentaires ou les contributions climatiques nationales ne sont pas des exercices abstraits : ce sont des points d'appui que les parlementaires peuvent mobiliser pour leur plaidoyer et leur travail de contrôle.

Recommandations

Parlementaires:

- Institutionnaliser la nutrition dans les travaux parlementaires, en saisissant des opportunités comme le 3e Sommet global des parlementaires sur la faim et la malnutrition (organisé par la FAO).
- S'investir davantage dans le suivi budgétaire, les financements et la redevabilité en nutrition.
- Utiliser les engagements internationaux, dont N4G, comme outil de suivi et de redevabilité.

Gouvernements:

- Associer systématiquement les parlements aux mécanismes de suivi et de rapportage des engagements, notamment N4G.
- Garantir des financements alignés sur les priorités nationales en nutrition.
- Favoriser la coordination intersectorielle pour renforcer la cohérence des politiques.

Acteurs de la nutrition ou partenaire technique:

- Produisez des contenus techniques vulgarisés et disponibles en français, adaptés au temps et au contexte parlementaires.
- Appuyez la structuration et la gouvernance des réseaux parlementaires francophones dans la durée, au-delà d'un événement ponctuel.
- Capitalisez et diffusez les bonnes pratiques entre pays, en valorisant la coopération Sud-Sud.



« La nutrition n'est pas un sujet technique réservé aux experts : c'est un choix politique, qui se traduit dans une loi, une ligne budgétaire ou un contrôle parlementaire. » — Synthèse des échanges du 12 mars 2026, dans la continuité du Sommet Nutrition for Growth Paris 2025.

Conclusions

Le webinaire du 12 mars 2026 n'était pas un aboutissement, mais un point de départ. Il a confirmé une attente forte des parlementaires francophones pour des espaces réguliers de dialogue, de formation et d'échange de pratiques sur la nutrition et les systèmes alimentaires — des sujets trop souvent cantonnés aux experts techniques, alors qu'ils relèvent avant tout de choix politiques.

La prochaine étape appartient aux parlementaires eux-mêmes : se former, s'organiser en réseau, et inscrire leur action dans la durée, en s'appuyant sur les alliances déjà existantes et sur les grands rendez-vous internationaux à venir, notamment le 3^e Sommet mondial des parlementaires sur la faim et la malnutrition.

Le projet EU4SUN



Financement : Union Européenne



Budget Total: 6,4 M €



Mise en œuvre: FIAP et Expertise France



2023-2026



30 pays d'Afrique – 7 pays d'Amérique Latine
et caraïbes

Le projet EU4SUN vise à intensifier et améliorer les interventions en matière de nutrition dans les pays membre du SUN à travers un dialogue multipartite et la coopération intra- et inter-régionale sur les questions de malnutrition. Il adopte une double échelle d'intervention, en priorisant le leadership des pays membres et leurs priorités nationales pour initier des changements systémiques, tout en menant des initiatives régionales qui encouragent la coopération et le partage d'expériences entre pays. Grâce à une approche agile et flexible, le projet ajuste et définit ses actions au fil du temps afin de répondre aux besoins spécifiques des pays partenaires et du Mouvement SUN, tout en s'adaptant aux évolutions. Ce modèle inclusif mobilise l'ensemble des parties prenantes – gouvernements, société civile, jeunes, partenaires internationaux et secteur privé – pour élaborer des solutions durables et adaptées aux défis de la nutrition.